



# RAPPORT SUR LES PRIX ALIMENTAIRES À LA CONSOMMATION 2017

DALHOUSIE UNIVERSITY



## AUTEURS ET AVISEURS

**Sylvain Charlebois** (Chef d'équipe)

Faculté en Management et Agriculture, Dalhousie University  
sylvain.charlebois@dal.ca

**Jabez Harris**

Faculté des Sciences Informatiques, Dalhousie University  
Jay.harris@dal.ca

**Peter Tyedmers**

Faculté en Management, Dalhousie University  
Peter.tyedmers@dal.ca

**Megan Bailey**

Faculté des Sciences, Dalhousie University  
Megan.bailey@dal.ca

**Vlado Keselj**

Faculté des Sciences Informatiques, Dalhousie University  
Vlado.keselj@dal.ca

**Colin Conrad**

Faculté des Sciences Informatiques, Dalhousie University  
Colin.conrad@dal.ca

**Simon Somogyi**

Faculté en Agriculture, Dalhousie University  
Simon.somogyi@dal.ca

**Gary Grant**

Faculté en Agriculture, Dalhousie University  
Kelvin.grant@dal.ca

**Sarah Chamberlain**

Faculté en Management, Dalhousie University  
Sarah.chamberlain@dal.ca

---

[dal.ca/management](http://dal.ca/management)

 [@DalManagement](https://twitter.com/DalManagement)

 [/DalManagement](https://www.facebook.com/DalManagement)



## TABLES DES MATIÈRES

### **Auteurs et Auteurs 2**

### **Résumé 4**

Tableau 1 : Prévisions pour 2017 4

Tableau 2 : Prévisions pour 2017 – Par province 5

### **L'année 2016 : Chou-fleur et Trump 6**

Prévisions 2016 réalisées, sauf que... 6

Tableau 3 : Résultats 6

Le chou-fleur à 8 \$ 7

Le calme avant la tempête ? 9

Déflation : Première en huit ans 10

L'année des surprises politiques 11

### **Prévisions pour 2017 12**

Le facteur « Trump » 12

Tableau 4 : Fundamental Drivers of Canadian Food Prices 2017 13

Tableau 5 : Food price forecast for 2017 15

Tableau 6 : Food price forecast for 2017 – by province 16

### **Tendances 2017 17**

Célébration de la table canadienne 17

La méfiance de la science dans l'assiette 17

Emphase sur la fraude alimentaire 18

### **Références 19**



## RÉSUMÉ

Pour une septième année, nous présentons le rapport sur les prix alimentaires au détail. L'année 2016 marque une autre période durant laquelle **une bonne partie de nos pronostics se sont réalisés**. Par contre, de septembre à novembre, le Canada a vécu une phase de stagnation alimentaire, qui s'est tranquillement transformée en période de déflation alimentaire. C'est un phénomène mondial qui a récemment rattrapé le Canada. Essentiellement, l'année 2016 a apporté un répit pour les consommateurs canadiens, mais ce cycle déflationniste ne durera pas. Pour 2017, nous anticipons une augmentation marquée du prix des aliments au Canada qui dépassera nettement le taux général d'inflation. Nous prévoyons une hausse de **3 % à 5 %**, toutes catégories confondues. Voici nos prévisions pour l'année 2017 :

**Tableau 1 : Prévisions pour 2017**

Catégories	Hausse anticipée
Restauration	2 % à 4 %
Produits laitiers et œufs	0 % à 2 %
Fruits et noix	3 % à 5 %
Pains et céréales	0 % à 2 %
Viandes	4 % à 6 %
Légumes	4 % à 6 %
Épiceries	4 % à 6 %
Poissons et fruits de mer	4 % à 6 %
<b>Prévisions toutes catégories confondues</b>	<b>+ 3 % à + 5 %</b>



Pour la famille moyenne canadienne, la hausse envisagée équivaut à **environ 420 dollars pour l'année 2017**. Notre modèle d'analyse prédictive nous a aussi permis d'évaluer des hausses anticipées pour chacune des provinces pour la prochaine année.

Voici nos prévisions pour chacune des provinces en 2017 :

**Tableau 2 : Prévisions pour 2017 – Par province<sup>1</sup>**

Province	Changement anticipé
Terre-Neuve et Labrador	↓
Île-du-Prince-Édouard	-
Nouvelle Écosse	-
Nouveau Brunswick	↓
Québec	↓
Ontario	↑
Manitoba	↓
Saskatchewan	-
Alberta	↓
Colombie Britannique	↑
Territoires	-

Pour une explication en détail de la méthodologie de cette étude, vous pouvez vous référer au document « *Canada's Food Price Report 2017: Supplemental Report* » (en anglais seulement).

1 (↑) Hausse anticipée plus haute que la moyenne, (↓) Hausse anticipée plus basse que la moyenne, (-) Moyenne Nationale.



## L'ANNÉE 2016 : CHOU-FLEUR ET TRUMP

### Prévisions 2016 réalisées, sauf que...

Pour une septième année, nous présentons le rapport sur les prix alimentaires au détail. C'est la première fois que le rapport est publié par **Dalhousie University**. Compte tenu de son expertise dans le domaine de l'analyse prédictive, Dalhousie University est maintenant l'institution responsable du rapport annuel. Dans l'ensemble, **nos prévisions pour 2016 se sont confirmées**. Mais nous n'avions pas anticipé **l'effet déflationniste** du dernier trimestre. Alors, notre évaluation réalisée en décembre dernier s'est avérée exacte pour l'année 2016 jusqu'en septembre. Depuis lors, selon Statistiques Canada, le panier d'épicerie coûte généralement moins cher dans l'ensemble du pays, une bonne nouvelle pour les consommateurs. (Voir Tableau 3)

**Tableau 3 : Résultats<sup>2</sup>**

Catégories	Hausse anticipée (12/2015)	Résultats en gras réalisés (01/2016 à 10/2016)
Restauration	1,5 % – 2,5 %	2,4 %
Produits laitiers et œufs	0,0 % – 2,0 %	-0,5 %
Fruits et noix	2,5 % – 4,5 %	3,4 %
Pains et céréales	0,0 % – 2,0 %	0,3 %
Viandes	2,5 % – 4,5 %	0,7 %
Légumes	2,0 % – 4,0 %	4,5 %
Poissons et fruits de mer	1,0 % – 3,0 %	3,8 %
<b>Prévisions toutes catégories confondues</b>	<b>+ 2,0 % – + 4,0 %</b>	<b>1,8 %</b>

2 Malgré ses limites, le *Rapport sur les Prix Alimentaires de l'Université Dalhousie* utilise l'indice des prix à la consommation à titre d'indicateur.



Par contre, il est fort probable que la plupart des consommateurs ne sont pas au courant de ce phénomène en raison des habitudes de consommation alimentaires qui diffèrent d'une personne à l'autre, et d'une région à l'autre. L'Indice des prix à la consommation n'est qu'un indicateur et ne reflète pas nécessairement l'ensemble des tendances du marché. Mais il est clair que les consommateurs maintenant ont accès à un plus grand nombre de produits alimentaires à rabais depuis septembre.

Le surplus d'inventaire pour une majorité de denrées agroalimentaires et de produits finis a provoqué un phénomène déflationniste au dernier trimestre qui a surpris tout le monde.<sup>i</sup> C'est un phénomène spectaculaire qui affecte actuellement l'ensemble des pays industrialisés. C'est une bonne nouvelle pour les familles moins nanties, mais de moins bon augure pour l'industrie agroalimentaire qui tente d'augmenter son niveau de profitabilité.

« Dans l'ensemble, nos prévisions pour 2016 se sont confirmées, mais nous n'avions pas anticipé l'effet déflationniste du dernier trimestre. »

Vu la force du dollar américain, plusieurs économies européennes et asiatiques ont diminué leurs achats de produits américains. Actuellement, le marché nord-américain foisonne de produits alimentaires. Le secteur de la distribution au Canada y est allé d'une campagne agressive de baisse de prix cette année, à la surprise de tous. Les grands de la distribution ont demandé à leurs fournisseurs de diminuer les prix en gros de 1 % à 1,45 %. Pour une explication en détail de la méthodologie de cette étude, vous pouvez vous référer au document « *Canada's Food Price Report 2017 : Supplemental Report* ».

### **Le chou-fleur à 8 \$**

L'année 2016 fut marquée par une hausse, puis une baisse des prix alimentaires au détail.<sup>ii</sup> En effet, la sensibilité des consommateurs face aux prix alimentaires a atteint son paroxysme en 2016 avec le phénomène du chou-fleur vendu à 8 \$ au Canada, en décembre 2015 et janvier 2016. Les fluctuations spectaculaires des prix au comptoir des légumes en ont étonné plusieurs, forçant ainsi les consommateurs à devenir plus sélectifs dans leur choix. L'incident du chou-fleur a incité les gens, plus que jamais, à surveiller les prix alimentaires et à partager leurs expériences par le biais des réseaux sociaux.<sup>iii</sup>



D'ailleurs, une **étude récente de Dalhousie University**<sup>3</sup> publiée au mois de novembre 2016 nous apprend que la majorité des Canadiens (53,4 %) a changé sa façon de faire l'épicerie au cours des douze derniers mois étant donné les fluctuations du coût de la nourriture. Ceci démontre bien à quel point les consommateurs sont devenus vulnérables depuis quelques années. De plus, la majorité des Canadiens (69,9 %) a pris davantage conscience du coût étant donné ces fluctuations au cours de la dernière année. La majorité des participants (59,9 %) à cette étude dit être dorénavant plus souvent à l'affût des offres spéciales pour contrer les fluctuations de prix. Finalement, les aubaines incitent les consommateurs à agir différemment maintenant puisque 56,9 % des Canadiens stockent les articles réduits, plus qu'ils ne le faisaient il y a un an.

« La majorité des Canadiens (53,4 %) a changé sa façon de faire l'épicerie au cours des douze derniers mois étant donné les fluctuations du coût de la nourriture. »

Selon cette même étude, 41,3 % des consommateurs canadiens tentent maintenant de trouver d'autres options pour se procurer la nourriture qu'ils achètent normalement étant donné l'augmentation des coûts. Pour se préparer à faire ses courses, la presque totalité des Canadiens (95,1 %) dresse une liste d'achats, mais paradoxalement, très peu de consommateurs établissent un budget (15,9 %). Ils se soucient des prix unitaires, mais peu du coût intégral de l'alimentation.<sup>iv</sup>

Fait intéressant, les provinces ont réagi différemment aux fluctuations de la dernière année. Ces fluctuations du coût de la nourriture ont entraîné des changements d'habitudes de consommation plus nombreux dans certaines régions que d'autres, voyons dans l'ordre :

1. Colombie-Britannique (57,0 %)
2. Québec (55,2 %)
3. Ontario (52,8 %)
4. Maritimes (49,7 %)
5. Prairies (41,3 %)

3 Charlebois, Herian, Chamberlain (2016). Pre-shopping habits in food retailing and consumer vulnerability. Dalhousie University (31 pages).



Les Britano-Colombiens, les Québécois et les Ontariens semblent avoir été marqués par la fluctuation des prix en 2016. De plus, de nombreuses familles planifient leurs repas selon les aubaines trouvées en magasin, plus que jamais. Voici dans l'ordre les provinces où la plupart des consommateurs ont prévu des repas préparés à partir d'aliments réduits :

1. Québec (47,2 %)
2. Ontario (41,6 %)
3. Maritimes (34,0 %)
4. Colombie-Britannique (30,1 %)
5. Prairies (26,6 %)

Ainsi, selon l'étude, ce sont les Québécois qui ont fait des ajustements à leur menu, plus que n'importe qui au Canada, ce qui est pour le moins surprenant. Les Québécois et les Ontariens ont été les plus affectés par la fluctuation des prix alimentaire en 2016.<sup>v</sup>



*Pour se préparer à faire ses courses, la presque totalité des Canadiens (95,1 %) dresse une liste d'achats, mais paradoxalement, très peu de consommateurs établissent un budget (15,9 %) »*

Bref, les chaînes alimentaires traitent avec un consommateur qui est plus que jamais conscientisé aux prix des denrées alimentaires et à la recherche d'aubaines.<sup>vi</sup> En général, le consommateur semble de moins en moins loyal aux marques de produits qu'il achète et consent à choisir un produit substitut, moins dispendieux.<sup>vii</sup>

### **Le calme avant la tempête ?**

Aucune acquisition majeure n'a fait sa marque en 2016 dans le domaine de l'alimentation. Le secteur canadien de la distribution alimentaire compte toujours peu de joueurs, comparativement au marché américain, par exemple. **Loblaw-Provigo, Sobeys-IGA** et **Métro** contrôlent une bonne partie du marché. Walmart et Costco possèdent chacun 7 % à 8 % du marché actuel et exercent une influence notable depuis quelques années. Chez eux, le prix est roi. En revanche, pendant cette même période, les trois grands de l'alimentation misent sur des stratégies tout aussi différentes que complémentaires.<sup>viii</sup> En 2016, Loblaw-Provigo, Sobeys-IGA, Métro et d'autres plus petits distributeurs ont envoyé à leurs fournisseurs des lettres qu'ils ont partagées avec les médias, du jamais vu



au Canada. Il y a toujours eu une tension palpable entre la distribution et la transformation alimentaire au Canada, mais cette tension a atteint un sommet en 2016.<sup>ix</sup>

« Il y a toujours eu une tension palpable entre la distribution et la transformation alimentaire au Canada, mais cette tension a atteint un sommet en 2016. »

De son côté, Loblaw protège sa marque chérie, *Le Choix du Président*. De l'achat de Shoppers jusqu'à la création de nouveaux produits, l'objectif est d'améliorer constamment l'image de marque des produits développés par Loblaw.<sup>x</sup> Pour Sobeys, c'est l'efficacité en distribution, point. L'achat de Safeway permet au deuxième plus grand distributeur du pays de se tailler une place de choix sur l'ensemble du territoire. Mais Sobeys en arrache quelque peu depuis deux ans avec cette acquisition et tente de sauver les meubles. Pour Métro, un joueur régional, l'expérience-magasin et la variété des articles offerts demeurent des objectifs bien définis. Les trois consolident leur position en investissant massivement dans leurs magasins et sur l'amélioration de leur logistique. **Save-On-Foods** du groupe Jim Pattison basé à Vancouver a ouvert trois magasins à Winnipeg en 2016 et s'amène tranquillement vers l'Est canadien.

Mais les géants allemands **Aldi** et **Lidl** s'intéressent au marché nord-américain, motivés par le fait qu'ils transigent avec un débouché européen saturé. Lidl, qui vient d'arriver aux États-Unis, planifie ouvrir 150 magasins d'ici 2018. Aldi, déjà bien installé chez nos voisins du sud depuis 1976, croit être en mesure d'ouvrir entre 80 et 130 magasins annuellement, au cours des prochaines années. Avec le Canada tout près, il est possible de voir l'une de ces chaînes, ou même les deux, pénétrer le territoire canadien d'ici quelque temps.

### Déflation : Première en huit ans

Depuis la fin du mois de septembre, le Canada vit une période alimentaire déflationniste inattendue, une première en huit ans. Pour ainsi dire, c'est la première fois depuis quelques années que le Canada vit le même phénomène que les États-Unis.<sup>xi</sup> La plupart du temps, ces deux économies alimentaires vivaient des cycles diamétralement opposés. D'abord, les marchandises pour la plupart des denrées alimentaires sont en hausse.<sup>xii</sup> En général, la production céréalière et de protéines fut exceptionnelle ces dernières années, la collaboration de Dame Nature aidant. Le fameux sirop d'érable a connu une saison record en 2016. Avec un dollar américain plus élevé que prévu, l'Asie achète moins de produits des Américains, laissant l'Amérique du Nord avec davantage de produits que prévu. Aux États-Unis, les prix alimentaires diminuent depuis près d'un an dans plusieurs régions, une première en cinquante ans.<sup>xiii</sup>



*Depuis septembre, le Canada a rattrapé les autres économies agroalimentaires en Occident qui vivent une période de déflation alimentaire. »*

De plus, en distribution au Canada, les choses se sont corsées en 2016. Loblaw, Sobeys et Métro ont tout à tour expédié des lettres à leurs fournisseurs les avisant de maintenir ou réduire leurs prix. La nature très publique de ces missives a surpris bien du monde. Il y a toujours eu beaucoup d'irritabilité au sein de l'industrie entre les transformateurs et les détaillants, mais 2016 fut marquée par l'aspect très public des relations tendues au sein de la chaîne d'approvisionnement alimentaire.<sup>xiv</sup>

La déflation alimentaire affecte une bonne partie de l'Occident. C'est un peu la même chose de l'autre côté de l'Atlantique. Outre-mer, l'Europe foisonne de produits alimentaires en raison de la surproduction et des embargos russes qui affectent toujours le marché européen. L'économie européenne boiteuse force ainsi les consommateurs à acheter des produits moins dispendieux.

### **L'année des surprises politiques**

L'année 2016 a certainement été ponctuée par quelques surprises sur la scène politique. **Le « Brexit »** a vraisemblablement créé la surprise et influencé les politiques européennes cette année. Quelques jours après le scrutin, les marchés étaient imprévisibles. À l'époque, les analystes anticipaient une baisse de la Livre Sterling, poussant ainsi les prix alimentaires à la hausse. Six mois plus tard, c'est le contraire qui s'est produit, alors que l'Angleterre a toujours un taux d'inflation qui avoisine 0 %.

Évidemment, l'arrivée de **Donald Trump** à la Maison Blanche, appuyée par un Congrès américain majoritairement républicain inquiète beaucoup. Pour l'instant, il est difficile de prévoir l'influence qu'aura ce président élu sur le prix des produits alimentaires chez les Américains. Par contre, si l'agenda protectionniste préconisé durant les élections se réalise, le Canada pourrait voir ses exportations agroalimentaires diminuer à long terme, créant ainsi des surplus pour plusieurs denrées chez nous. De plus, anticiper la valeur probable du dollar en 2017 sera très difficile. Plusieurs estiment que le Mexique, et non le Canada, serait dans la mire de Trump, mais ce dernier demeure tout de même un personnage imprévisible.



## PRÉVISIONS POUR 2017

### Le facteur « Trump »

Depuis l'élection de Donald Trump à la Présidence des États-Unis, plusieurs se demandent comment son arrivée à la Maison Blanche affectera l'économie mondiale. Pour le Canada, nous nous intéressons surtout aux mesures qui pourraient influencer sur les prix alimentaires chez nous durant la prochaine année. Certes, Trump semble favoriser une approche protectionniste des ressources naturelles et de la transformation en général. Par exemple, l'incertitude qui prévaut concernant le traité de libre-échange, en l'occurrence, l'Accord de libre-échange nord-américain (ALÉNA) pourrait signifier une nouvelle ère en Amérique. Le Canada et monsieur Trump semblent enclins à renégocier cet accord, mais les imputations des changements possibles seront plutôt à long terme. À court terme, ou à partir du deuxième trimestre 2017, le **pétrole** et le cours des **denrées agricoles** seront probablement les aspects les plus importants à considérer pour l'année à venir.<sup>xv</sup>

Il est évident que Trump valorisera le pétrole et la production nord-américaine. L'approbation du projet Keystone XL avec le Canada, en est un exemple. Sa vision insulaire de la production pétrolière l'incitera à mettre fin à leur entente d'approvisionnement avec le Moyen-Orient. Ainsi, le prix du pétrole augmentera vraisemblablement à cause d'une production plus contrôlée, et d'une demande plus forte. S'ajoute à tout cela le cours des denrées agroalimentaires. Il est fort possible que le prix du **maïs**, de **l'orge**, du **soya** et du **canola** augmente. Une hausse du prix du **porc** semble aussi vouloir se profiler d'ici le mois de juin 2017.



*Il est évident que Trump valorisera le pétrole et la souveraineté énergétique nord-américaine. »*

L'économie américaine risque de bien performer, l'inflation a des chances d'augmenter et d'inciter la Réserve fédérale américaine à hausser son taux directeur. Du côté canadien, l'économie boiteuse et une inflation qui frôle la stagnation, inciteront la **Banque du Canada** à faire exactement le contraire : diminuer son taux directeur. Donc, malgré la hausse anticipée du pétrole, notre « pétro-dollar » sera en baisse en raison des taux d'intérêt moins élevés. C'est un scénario qui pourrait affecter plusieurs catégories de produits alimentaires.

La production agricole pourrait être affectée par les mesures protectionnistes de Trump. Ces politiques sur l'immigration influenceront le secteur agroalimentaire aux États-Unis.<sup>xvi</sup> Puisque plus de **deux millions de travailleurs illégaux** œuvrent dans le secteur agricole aux États-Unis, le manque de main-d'œuvre pourrait augmenter les coûts de production et



ainsi, hausser les prix de plusieurs produits durant les prochaines années. Et bien sûr, nous importons beaucoup de produits américains.<sup>xvii</sup>

La valse des devises peut apporter son lot de surprises. Avec un nombre grandissant d'investisseurs inquiets, notre **huard** risque d'en arracher contre le dollar américain en 2017. Ainsi, certains aliments, comme les fruits et légumes à l'automne, et certains produits transformés risquent de coûter plus cher en milieu d'année. L'ensemble des variables peut être retrouvé sur le Tableau 2 ci-dessous.

**Tableau 4 : Variables et Catégories**

Variabes	Catégories	Niveau d'influence	Effet sur les prix au détail	Probabilité
<b>Macroéconomiques</b>	Variation climatique	<b>Significatif</b>	<b>Imprévisible</b>	<b>Probable</b>
	Risques géopolitiques et économiques	<b>Significatif</b>	<b>Hausse</b>	<b>Probable</b>
	Coûts des intrants	<b>Significatif</b>	<b>Hausse</b>	<b>Probable</b>
	Prix de l'énergie	<b>Modeste</b>	<b>Légère hausse</b>	<b>Probable</b>
	Inflation	<b>Négligeable</b>	<b>Négligeable</b>	<b>Probable</b>
	Monnaie et commerce international	<b>Très significatif</b>	<b>Hausse</b>	<b>Très Probable</b>
<b>Sectorielles</b>	Secteur de la distribution	<b>Très significatif</b>	<b>Hausse</b>	<b>Probable</b>
	Changement dans la transformation alimentaire	<b>Significatif</b>	<b>Baisse</b>	<b>Très Probable</b>
	Contexte réglementaire	<b>Modeste</b>	<b>Négligeable</b>	<b>Improbable</b>
	Comportement du consommateur	<b>Significatif</b>	<b>Selon les marchés et les produits</b>	<b>Probable</b>
<b>Domestiques</b>	Dettes des consommateurs	<b>Significatif</b>	<b>Baisse</b>	<b>Très Probable</b>
	Revenu des consommateurs	<b>Significatif</b>	<b>Aucun effet</b>	<b>Probable</b>



Une inflation **faible** et un taux d'emploi qui bat de l'aile forceront sûrement la Banque du Canada à diminuer son taux directeur. Avec la possible hausse de la valeur du baril de pétrole, le cours de plusieurs denrées pourrait augmenter. Ainsi, le coût des intrants pour les transformateurs pourrait suivre la même tendance à la hausse en milieu d'année. Les **distributeurs** pourraient cesser leur tactique auprès des fournisseurs en vue de les inciter à réduire leurs prix, chose qu'ils font depuis près de 18 mois. Cette campagne cauchemardesque pour les transformateurs pourrait se calmer un peu en 2017 en raison de la hausse probable des prix. Les coûts énergétiques augmenteront mais leurs impacts seront marginaux.

Le cours de plusieurs denrées agroalimentaires pourrait augmenter, tel que le porc, le soya et le maïs. Malgré des inventaires assez élevés, nous attendons une année plus active au niveau de la demande. Le bœuf sera en légère hausse. Nous anticipons une **baisse du dollar canadien**, diminuant ainsi le pouvoir d'achat des importateurs canadiens.

Loblaw, le numéro un au Canada, **a augmenté ses ventes en termes de volume pour la première fois en plus de trois ans**. Avec des prix plus bas et un volume de ventes plus élevé l'entreprise a fracassé un nouveau record en atteignant en 2016 un niveau de ventes inégalé. Les analystes estiment que Loblaw connaîtra une autre belle année en 2017. Tout comme les autres distributeurs, Loblaw exerce son pouvoir sur ses fournisseurs en leur demandant de diminuer leur prix en gros. La relation tendue entre les fournisseurs et les distributeurs ne cessera pas en 2017, malgré une hausse anticipée des prix.

« Pour le numéro deux de l'alimentation au Canada, Sobeys, 2016 est une année à oublier. »

Métro, une compagnie qui sait bien négocier avec ses fournisseurs, a connu une autre bonne année. Le volume de ses ventes a augmenté de plus de 2 % pour la première fois en plus de dix ans. Par contre, l'entreprise n'est pas très bien positionnée pour servir les consommateurs à la recherche d'aubaines après tant d'années d'inflation alimentaire. Métro est une entreprise bien gérée mais demeure vulnérable à l'arrivée de nouveaux joueurs dans l'Est canadien. Pour le numéro deux de l'alimentation au Canada, Sobeys, 2016 est une année à oublier.<sup>xviii</sup> Avec l'acquisition de Safeway, l'entreprise a subi des pertes de près d'un milliard de dollars, et ce, uniquement au cours du quatrième trimestre de 2016. En combinant l'année 2015 à celle de 2016, l'entreprise a perdu plus de 2 milliards de dollars, tout en devant accepter la démission de son patron, Marc Poulin, en juillet dernier.

Save-On-Foods qui fait partie du groupe Patterson s'amène tranquillement vers l'est du Canada. L'entreprise vient tout juste d'ouvrir trois magasins à Winnipeg et envisage de pénétrer le marché ontarien.



Le **prix du carbone** pourrait affecter l'ensemble du secteur agroalimentaire. Au début octobre, le gouvernement du Canada annonçait une imposition de 10 \$ la tonne dès 2018. Ottawa prévoit augmenter annuellement cette taxe de 10 \$ pour atteindre 50 \$ en 2022. Bien sûr, la tarification du carbone vise à inciter les entreprises et les particuliers à réduire leurs émissions de CO<sub>2</sub>. Certes, pour l'agriculture, certaines productions seront pénalisées plus que d'autres. En 2017, il sera intéressant de voir comment certaines filières s'ajusteront. La production animale, **bovine** et **porcine**, pourrait être lourdement affectée par cette nouvelle politique, mais nous anticipons peu d'effet en 2017.

Voici nos prévisions pour l'année 2017 :

**Tableau 5 : Prévisions pour 2017**

Catégories	Hausse anticipée
Restauration	2 % à 4 %
Produits laitiers et œufs	0 % à 2 %
Fruits et noix	3 % à 5 %
Pains et céréales	0 % à 2 %
Viandes	4 % à 6 %
Légumes	4 % à 6 %
Épiceries	4 % à 6 %
Poissons et fruits de mer	4 % à 6 %
<b>Prévisions toutes catégories confondues</b>	<b>+ 3 % à + 5 %</b>

La **restauration** connaîtra une bonne croissance au cours de l'année et les prix sur les menus devraient augmenter dans la même proportion que l'année dernière. Les produits laitiers et les œufs feront preuve de stabilité. Les fruits, noix et légumes augmenteront à cause du faible dollar canadien et d'une production qui pourrait être moins bonne qu'en 2016. La section des pains et céréales aura un taux d'inflation en dessous de celui de l'inflation alimentaire générale. Finalement, les viandes subiront une hausse en raison du porc et des viandes spécialisées. Les fruits de mer augmenteront à cause de leur popularité et l'épicerie subira le même sort, **une section du magasin alimentaire marquée par beaucoup de rabais en 2016.**



Voici nos prévisions pour chacune des provinces en 2017 :

**Tableau 6 : Prévisions pour 2017 – Par province<sup>4</sup>**

Province	Changement anticipé
Terre-Neuve et Labrador	↓
Île-du-Prince-Édouard	–
Nouvelle Écosse	–
Nouveau Brunswick	↓
Québec	↓
Ontario	↑
Manitoba	↓
Saskatchewan	–
Alberta	↓
Colombie Britannique	↑
Territoires	–

Nous envisageons une hausse plus élevée que la moyenne pour **l'Ontario** et la **Colombie Britannique**, deux marchés où la concurrence s'était resserrée en 2016. L'inflation risque d'être plus importante dans ces deux provinces en 2017, en raison du coût du logement plus élevé qu'ailleurs. Les provinces qui pourraient vivre une augmentation en dessous de la moyenne nationale sont Terre-Neuve et Labrador, **l'Alberta**, le **Québec** et le **Manitoba**. Pour l'Alberta et Terre-Neuve et Labrador, la faible économie sera un obstacle de taille pour les détaillants qui veulent maintenir leur part de marché. La concurrence augmentera davantage au Québec et au Manitoba, maintenant ainsi le taux d'inflation alimentaire à un niveau inférieur à la moyenne.<sup>xix</sup>

Pour la **Saskatchewan**, **l'Île-du-Prince-Édouard**, la **Nouvelle-Écosse** et les **Territoires du Nord-Ouest**, nous n'anticipons pas de grande perturbation cette année, comparativement aux autres régions du pays.

4 (↑) Hausse anticipée plus haute que la moyenne, (↓) Hausse anticipée plus basse que la moyenne, (–) Moyenne Nationale.



## TENDANCES 2017

Chaque année, notre groupe anticipe les tendances pour la prochaine année, ainsi 2017 sera marquée par la table canadienne, la science alimentaire et la fraude alimentaire.

### Célébration de la table canadienne

L'année 2017 soulignera le 150<sup>e</sup> anniversaire du Canada. Tout au long de cette période, le patriotisme canadien sera omniprésent sur la table des Canadiens. La promotion de nos produits locaux sera accrue en raison des célébrations. Bien sûr, le mouvement d'achat de produits locaux qui existe déjà depuis plusieurs années, surtout au Québec, sera énergisé par la tribune qu'auront les produits canadiens. Les prix moins élevés en début d'année pour la viande, surtout le bœuf, affecteront la demande dans cette section du magasin. Le **végétarisme** qui semblait gagner du terrain ces dernières années ralentira sa cadence. Les nouvelles qui décourageaient les gens de consommer des viandes et de la charcuterie s'accumulaient ces dernières années. Mais pour 2017, les consommateurs voudront renouveler leur relation avec les protéines de nos ancêtres et profiter de la viande produite ici, principalement en raison de la commémoration du 150<sup>e</sup> de la Confédération canadienne.<sup>xx</sup>

### La méfiance de la science dans l'assiette

La croisade contre les organismes génétiquement modifiés (OGM) se poursuivra en 2017. Le Sénat du **Vermont**, un État américain limitrophe au Québec, en adoptant en juillet dernier une loi qui oblige l'industrie à libeller la présence d'OGM, devient la première juridiction nord-américaine à imposer cet étiquetage obligatoire. Les États du Maine et du Connecticut ont déjà adopté une loi semblable avec une condition de réciprocité avec les autres États. Mais cette fois-ci, au Vermont, c'est une loi déliée de toute condition qui s'appliquera de façon unilatérale. Plusieurs États américains se sont même adonnés à des plébiscites sur l'étiquetage des OGM, quoique l'administration Trump ne sera probablement pas favorable à une loi fédérale qui abonde dans ce sens. L'achat de Monsanto par Bayer cette année démontre à quel point il existe un malaise dans l'industrie.



*Au lieu d'être célébrées, les sciences alimentaires seront de retour sur le banc des accusés en 2017. »*



De plus, le **saumon transgénique** a été approuvé par Santé Canada en 2016. C'est la première fois qu'un animal qui émane de la transgénèse sera accessible sur les tablettes de nos épiceries. D'ici 18 mois, sans étiquetage obligatoire, les consommateurs pourront désormais savourer du saumon génétiquement modifié, mais sans jamais le savoir. En 2017, nous croyons que la contestation citoyenne contre la biotechnologie gagnera davantage du terrain. Au lieu d'être célébrées, les sciences alimentaires seront de retour sur le banc des accusés.

### Emphase sur la fraude alimentaire

De manière générale, les Canadiens ne pensent pas à la fraude alimentaire, et la plupart du temps, les consommateurs ne doutent pas de l'origine des aliments qu'on leur propose. Or, la fraude alimentaire existe et personne n'est à l'abri. La fraude alimentaire se traduit de plusieurs façons : falsification, substitution d'ingrédients ou même de la mauvaise représentation d'un produit. Le nombre de rapports montrant que le problème de fraude alimentaire est manifeste se cumule à un rythme important.

L'année 2016 a été marquée par quelques incidents notoires. Un producteur de poulet en Ontario a été accusé d'avoir vendu à de grandes chaînes du **poulet biologique** qui ne l'était pas. Une autre entreprise ontarienne a récemment été condamnée et a dû verser une amende de 1,5 million \$ pour avoir vendu des **tomates mexicaines**, sous un label canadien. C'est une somme sans précédent au Canada. Cette compagnie qui vend et distribue des légumes au Canada sera en probation pour trois ans. Bien que l'entreprise accepte le blâme, cela ne l'empêche pas de justifier son erreur par un problème informatique.

« En ce moment, aux États-Unis, seulement 5 % à 6 % des établissements sont inspectés une seule fois par année. »

Avec l'élection de Donald Trump qui envisage de diminuer le budget de la **Food and Drug Administration**, le nombre de cas de fraude alimentaire risque d'augmenter durant les prochaines années. En ce moment, aux États-Unis, seulement 5 % à 6 % des établissements sont inspectés une seule fois par année. En ce qui concerne la salubrité et l'innocuité des aliments des produits importés, l'Asie et d'autres pays émergents ne sont pas les seuls problèmes pour le Canada. Les cas de substitution ou de contrebande de produits importés au Canada en provenance des États-Unis pourraient augmenter. Nous nous attendons à ce qu'il y ait un nombre supplémentaire de cas de fraude alimentaire repérés en 2017.



## RÉFÉRENCES

- i. Haddon, H. (2016, September 07). Slide in Food Prices Pressuring U.S. Grocers and Distributors; Sprouts Farmers Market cut its quarterly and full-year guidance because of 'significant ongoing deflation'. *Wall Street Journal (Online)*, p. N/a.
- ii. Rodriguez, P., Dean, J., Kirkpatrick, S., Berbary, L., & Scott, S. (2016). Exploring experiences of the food environment among immigrants living in the Region of Waterloo, Ontario. *Canadian Journal of Public Health*, 107(1), ES53–ES59.
- iii. Miller, Yusuf, Chow, Dehghan, Corsi, Lock, . . . Mente. (2016). Availability, affordability, and consumption of fruits and vegetables in 18 countries across income levels: Findings from the Prospective Urban Rural Epidemiology (PURE) study. *The Lancet Global Health*, 4(10), E695–E703.
- iv. Kirkpatrick, S., Dodd, K., Parsons, R., Ng, C., Garriguet, D., & Tarasuk, V. (2015). Household Food Insecurity Is a Stronger Marker of Adequacy of Nutrient Intakes among Canadian Compared to American Youth and Adults. *The Journal of Nutrition*, 145(7), 1596–603.
- v. Public Policy Forum , issuing body, & Canadian Electronic Library , distributor. (2015). *Toward food security in Canada's North : Summary report*. (DesLibris. Documents collection). Ottawa, Ontario: Public Policy Forum.
- vi. Hunter, B., Kasungu, Erin, Price, Julia, J.W. McConnell Family Foundation, issuing body, publisher, & Canadian Electronic Library , distributor. (2016). *Sustainable food systems : A landscape assessment for Canadian philanthropy* (DesLibris. Documents collection). Montréal, Québec: J. W. McConnell Family Foundation.
- vii. Household Food Insecurity in Canada: Problem Definition and Potential Solutions in the Public Policy Domain. (2016). *Canadian Public Policy*, 42(1), 83–93.
- viii. Shaw, H. (2016, May 05). Loblaw sharpens pencil to keep food prices down. *National Post (Index-only)*, p. N/a.
- ix. The Conference Board, Inc. (2015). *Strengthening Canada's Food Chain The 2016 Food Manufacturing & Food Services Industry Outlook*. Ottawa: The Conference Board of Canada.
- x. Sherman, D. (2016). Golden prosperity. *Canadian Grocer*, 130(2), 6–9.



- xi. Sriram, U., & Tarasuk, V. (2015). Changes in household food insecurity rates in Canadian metropolitan areas from 2007 to 2012. *Canadian Journal of Public Health*, 106(5), E322–E327.
- xii. Blatchford, A. (2016, July 22). Canada's annual inflation rate 1.5 % in June as food prices cool down. The Canadian Press, p. The Canadian Press, Jul 22, 2016.
- xiii. Andrée, P., Langille, L., Clement, C., Williams, P., & Norgang, E. (2016). Structural Constraints and Enablers to Community Food Security in Nova Scotia, Canada. *Journal of Hunger & Environmental Nutrition*, 1–35.
- xiv. Kucharsky, D. (2016). A PRICE WAR PARADOX. *Canadian Grocer*, 130(5), 13–14.
- xv. Bunge, J. (2016, October 06). U.S. Agriculture Officials Advocate Trade Deals; Farmers, ranchers, food companies are beneficiaries of exports, officials say. *Wall Street Journal (Online)*, p. N/a.
- xvi. Ekers, M., Levkoe, C., Walker, S., & Dale, B. (2016). Will work for food: Agricultural interns, apprentices, volunteers, and the agrarian question. *Agriculture and Human Values*, 33(3), 705–720.
- xvii. Barker, S. (2015). A Small Price to Pay: Consumer Culture on the Canadian Home Front, 1939-1945/Food Will Win the War: The Politics, Culture, and Science of Food on Canada's Home Front. *BC Studies*, (188), 134–135.
- xviii. Strauss, M. (2016, June 30). Empire tumbles on big loss. *The Globe and Mail (Index-only)*, p. B.1.
- xix. Sonnino, R. (2016). The new geography of food security: Exploring the potential of urban food strategies. *Geographical Journal*, 182(2), 190–200.
- xx. Twine, E., Rude, J., & Unterschultz, J. (2016). Canadian Cattle Cycles and Market Shocks. *Canadian Journal of Agricultural Economics*, 64(1), 119.



[dal.ca/management](https://dal.ca/management)

[@DalManagement](https://twitter.com/DalManagement)

[/DalManagement](https://facebook.com/DalManagement)